
Islam, arabisation et francophonie

Une interface possible à l'interrogation
"Algérie-France-Islam"?

Ahmed Moatassime

Quel rapport y a-t-il en fait entre Islam et arabisation dans le monde arabo-islamique? Quel en est la dimension maghrébine et son rapport à la francophonie? Enfin y a-t-il une "exception algérienne"? Telles sont les questions auxquelles Ahmed Moatassime tente de répondre, avant de s'interroger sur l'interface possible.

Les exacerbations en Algérie paraissent arriver à leur paroxysme, traversent la Méditerranée et inquiètent, à juste titre, les bonnes consciences des deux rives. Comment en effet distinguer le conjoncturel du permanent, dans cette tragédie à responsabilité partagée en un moment où les clignotants historiques, sociologiques et culturels semblent éteints? C'est dire que, le fait d'aborder un sujet aussi général que l'est également le thème proposé, ne conduit pas nécessairement à l'exhaustivité. On essaiera surtout de dégager, en guise d'interface, certains repères historiques et quelques faits sociologiques actuels. Il s'agit, sans perdre de vue l'importance des cultures populaires arabo-berbères étudiées par ailleurs, de limiter l'investigation, autant que possible, aux paradigmes émanant du *champ culturel écrit*. C'est-à-dire un domaine où l'islamisation est plus ou moins confondue avec l'arabisation, la francophonie avec l'occidentalisation, l'éducation avec l'enseignement officiel: quel rapport y a-t-il en fait entre Islam et arabisation dans le monde arabo-islamique? Quel en est la dimension maghrébine et son rapport à la francophonie? Enfin y a-t-il une "exception algérienne"? Telles sont les questions auxquelles il faudrait essayer de répondre, avant de s'interroger sur l'interface possible.

Automne 1996

I - Islam et arabisation dans le monde arabo-islamique

D'un point de vue socio-historique et autant qu'on puisse interroger l'espace musulman actuel, l'islam n'a jamais été et n'est pas la résultante automatique de l'arabisation, et inversement. Ce simple constat, visible à l'œil nu, contredit évidemment les suppositions que certains analystes "francisants", même maghrébins, en font sur le Maghreb en général et l'Algérie en particulier. Des suppositions qui ne sont pas non plus absentes chez certains analystes "arabisants" qui paraissent, en revanche, attribuer à la francophonie le processus exclusif d'une occidentalisation débridée, voire d'une évangélisation à terme. En fait, au-delà de ces fausses hypothèses provenant de deux extrêmes, souvent partisans, on peut dire que la *culture arabe* et la *culture islamique*, qui se croisent certes et se fécondent, paraissent avoir chacune un caractère singulier, tout comme *l'islam* et *l'arabisation* qui, intimement liés, ne sont pas pour autant superposables.

1. L'existence de la culture arabe, comme la plupart des grandes cultures d'Orient, est antérieure à la culture islamique et religieuse. Elle fut favorisée à cet égard par une conjoncture historique et spatiale exceptionnelle. La Mecque, avant l'islam, alors grand carrefour du commerce et de l'idolâtrie paganiste, entretenait aussi des "souks" littéraires où se produisaient les plus grands poètes de cette période anté-islamique (*al-Jahilya*). En même temps qu'ils y perfectionnaient la langue arabe dans des joutes oratoires, ils y chantaient l'amour, la mort et la vie, les singularités et la suprématie généalogiques, l'individualisme forgé par le vide désertique ainsi que les vertus ancestrales du désert et sa grandeur fascinante.

La langue arabe fut certes mobilisée ensuite, par le message coranique, de 612 de l'ère chrétienne jusqu'à la mort du prophète Mohammed en 632. Elle est devenue depuis lors, et le reste toujours, un instrument incontournable de l'exégèse coranique et des approfondissements théologiques. Mais une telle vocation lui a souvent été contestée à travers les âges, en particulier par la doctrine *moâtazilite* officialisée au temps du deuxième et grand Calife abbasside, Al-Mamoun de Bagdad (813-833). Les Moâtazilites- ou "rationalistes de l'islam"- distinguaient ainsi la *parole* divine, toujours inscrite dans le *loh-al-mahfoud* (Table gardée) et la *langue* d'arrivée, l'arabe, obéissant, comme toutes les langues, à des règles strictes inventées par l'homme et susceptible ce fait de limiter la compréhension du message coranique. Dès lors toutes les interprétations qui s'y rattachent ne peuvent avoir qu'un caractère humain, nécessairement influencé par des conditions historiques et spatiales, et donc à relativiser dans leur application.

Un tel raisonnement conduisait donc de nombreux chercheurs à plus d'humilité et les amenait à renoncer à leur prétention de l'Absolu pour toute interférence temporelle. Car une interprétation littérale d'un verset coranique, à travers le prisme unique de l'arabe, "langue créée", pourrait aboutir à un effet social contraire à l'esprit d'équité, de justice et d'égalité,

énoncées comme principes fondateurs de l'islam. Lesquels sont censés être compris de tous à travers un effort d'interprétation selon une méthode intuitive pour les moins avisés, mais inductive ou déductive pour les plus avertis (*ijtihad*).

D'autant que *la vocation de la langue arabe* n'a jamais été uniquement religieuse. Elle a aussi et surtout véhiculé, plus que les débats théologiques et philosophiques, l'ensemble des sciences profanes connues alors, pendant toute la période dite de "l'Age d'Or" de l'islam. Celle-ci va du début du VIII^e siècle à la chute du Califat de Grenade 1492, en Andalousie qui, grâce aux traductions latines et hébraïques des œuvres scientifiques arabes, devait contribuer à changer de fond en comble l'histoire culturelle de l'Europe. Cet apport à la civilisation universelle ne se limite pas aux sciences humaines et sociales, comme le droit, l'histoire, la sociologie, les sciences politiques et la géographie. Mais il s'étend aussi et surtout aux sciences de l'observation, comme l'astronomie, les sciences naturelles, la médecine, la physique, la chimie et les mathématiques.

La langue arabe a ainsi exprimé les équations algébriques les plus complexes de l'époque, avant même la naissance ou le développement de certaines langues européennes dont le français. Elle n'est donc pas une langue essentiellement liturgique comme l'affirment certains. Sa sacralisation induite remonte surtout à la période de la décadence du monde arabo-musulman après 1492, alors qu'elle ne s'imposait guère. Car le Coran lui-même, selon l'un de ses traducteurs les plus célèbres, Jacques Berque, n'emploie que sept fois le terme sacré contre une quarantaine de fois le mot raison, voire une centaine si l'on y ajoute les synonymes¹. La langue arabe ainsi "sacralisée" est liée actuellement, de façon hypothétique, à une histoire tourmentée, traversée par une revendication nationaliste souvent pathétique et plus ou moins assumée. Notamment en Algérie où la culture arabe et la culture islamique paraissent, pour des raisons historiques particulières, se mêler théoriquement et se confondre idéologiquement (infra, III).

2. La culture islamique a certes intégré, sans les assimiler, la culture arabe, comme elle a intégré les cultures berbère et africaine, turque et persane, asiatique et insulindienne. Mais, il n'en reste pas moins vrai qu'à l'origine la culture islamique s'est d'abord située aux antipodes de la culture arabique (*jazirat-al-ârabe*), créant ainsi de *graves divergences*. Celles-ci ne se limitaient pas seulement à l'opposition religieuse originelle entre la culture abrahamique prêchée par le Prophète Mohammed et la culture paganiste des Arabes avant leur islamisation. Elles apparaissent aussi tout au long de *l'histoire sociale* musulmane entre la culture hiérarchisée et individualiste des Arabes et la culture égalitariste et communautaire de l'islam dans son principe fondamental de la *Oumma*.

Mais, c'est *sur le plan politique* que ces divergences persistent encore entre ce qu'on appelle actuellement *l'islamisme et l'arabisme*. Le premier tendrait à réunir politiquement tous les Musulmans (arabes et non arabes) sous la bannière de l'islam, tout en réservant un statut de protégés aux minorités non musulmanes. Le second se limiterait, en revanche, aux Arabes (musulmans ou chrétiens) et aux Berbères maghrébins censés être

arabisés, tout en excluant les Musulmans non arabes, comme les Turcs ou les Persans qui ont eu historiquement maille à partir avec l'arabisme. Celui-ci, dans sa version moderne fondée par Michel Aflak en 1940, fut en grande partie, à l'instar de son fondateur, l'œuvre des minorités chrétiennes du monde arabe qui d'ailleurs avaient également initié la Renaissance culturelle arabe (ou *Nahda*) des XVIIIème et XIXème siècles.

Mais *l'arabisme* en particulier, comme ferment politique, connaîtra son apogée au faite du nassérisme égyptien dans les années 50 ou avec le *Ba'ath* syro-irakien après les années 60. Il déclinera néanmoins après la défaite palestinienne du président Nasser en 1967 et sombrera avec la guerre du Golfe en 1991. Il sera peu à peu supplanté par *l'islamisme politique* iranien ou égyptien, soudanais ou algérien. Cependant, entre la culture arabe et la culture islamique des liens puissants se sont établis tout au long des âges à travers des compromis sociologiques ou des synchronismes anthropologiques, de façon ponctuelle ou permanente selon l'espace et le temps considérés. Ils ont ainsi donné naissance à de véritables *convergences* sur un terrain culturel fécondant à savoir, *l'arabité* et *l'islamité* dont la production symbolique transcende souvent les systèmes de gouvernement et les démêlés continuels entre *l'arabisme* et *l'islamisme* politiques, comme nous avons essayé de le montrer par ailleurs².

3. Est-ce à dire pour autant que l'islam et l'arabisation sont allés de pair historiquement ou sont censés l'être aujourd'hui? Rien ne permet de l'affirmer dans la mesure où une simple évaluation quantitative du nombre de locuteurs prouve le contraire. Il y a actuellement plus d'un milliard de musulmans répartis sans discontinuité, outre les diasporas américaines ou australiennes, sur trois continents: l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Un cinquième d'entre eux seulement, soit 200 millions, relève des vingt-deux Etats de la Ligue arabe allant du Golfe persique à l'Océan Atlantique. Ils ont l'arabe comme langue officielle ou sont censés le parler. Mais ils ne représentent à eux tous qu'un nombre d'habitants à peine égal à l'un des grands pays asiatiques: l'Indonésie par exemple, qui est musulmane certes mais non arabe. Celle-ci, avec sa propre langue officielle comme d'autres pays musulmans, compte à elle seule 198 millions d'habitants. C'est-à-dire autant que tous les vingt-deux Etats arabes réunis, avec leur 200 millions de personnes. Encore faut-il rappeler que sur ce dernier nombre, on compte une forte minorité d'Arabes chrétiens, soit quelque 20 millions, répartis entre le Liban, la Syrie, l'Iraq, l'Egypte et la Palestine. Ce sont eux, avons-nous dit, qui, au Machrek, ont été les initiateurs de l'arabisme politique moderne, avec son versant culturel: *l'arabité* (supra, I.2). L'arabe leur sert à la fois d'idiome national et de langue liturgique de l'évangile. Tout comme le nom de Dieu, invoqué dans leurs prières, se traduit chez eux par Allah qu'ils invoquent également avec la même intonation et la même ferveur que les Musulmans. Quant au Maghreb qui fait partie intégrante des vingt-deux Etats arabes, il ne compte que 70 millions d'habitants environ dont une partie est encore berbérophone: 2% en Tunisie sur 9 millions, 20 à 30% en Algérie sur 28 millions et 40 à 50% au Maroc sur 29 millions.

On peut dire, à cet égard, que l'arabisation partielle du Maghreb n'a jamais suivi automatiquement son islamisation qui fut antérieure, remontant ainsi au VIII^e siècle. Il a fallu attendre les deux grandes dynasties berbères, les Almoravides et les Almohades du XI^e au XIII^e siècles pour voir l'arabe écrit généralisé comme langue officielle et l'arabisation progresser depuis lors, sans pour autant se passer, jusqu'aujourd'hui, de l'oralité berbère, même pour l'instruction religieuse. C'est que l'arabisation en soi n'a jamais constitué une condition *sine qua non* de l'islamisation qui privilégiait pour sa diffusion le prêche verbal dans les langues des peuples acquis ou conquis. L'islam semble ainsi répondre au verset coranique rappelant aux hommes que la "*diversité de leurs langues et cultures sont un signe pour ceux qui savent*" (Coran XXX, 22). Est-ce un hasard si on compte actuellement plus de 800 millions de Musulmans non arabes et à peine moins de 200 millions arabisés ou censés l'être, y compris le Maghreb?

Le projet algérien d'*arabisation*, inscrit depuis fort longtemps au programme révolutionnaire du FLN (Front de Libération Nationale) n'a donc rien à voir avec l'islamisme actuel dans ce pays, si ce n'est une revendication *nationaliste* commune à tout le Maghreb face à une francophonisation inconsidérée de la société maghrébine.

II - Arabisation et francophonie au Maghreb

L'arabisation (*at-Taârib*), en tant que concept et projet de société, est un terme relativement récent. Elle ne s'est jamais inscrite, nous venons de le voir, comme un passage obligé de l'islamisation, contrairement à certaines affirmations. En revanche, elle porte en elle le symbole de la décolonisation culturelle eu égard à la francophonisation, voire la "francisation" effective ou supposée des sociétés maghrébines sous la domination coloniale. D'où les débats passionnés et passionnels qui en découlent, face à un fait accompli historique dont les enjeux éducatifs et leurs implications politiques et sociales dépassent le cadre pédagogique.

1. Le fait accompli historique se réfère surtout à la langue française, longtemps désignée comme instrument de domination coloniale et outil de dépendance culturelle. Pourtant, l'idiome de Molière a contribué dans le passé à la lutte anti-coloniale au Maghreb et se trouve actuellement courtisée par une minorité francophone de très haut niveau, qui sillonne les allées du pouvoir ou se délecte, comme écrivains, journalistes ou autres, dans une culture d'élite particulièrement appréciée. Mais, il n'en reste pas moins vrai qu'un tel constat, même favorable au français à certains égards, ne peut effacer du jour au lendemain l'impact négatif d'une colonisation qui, on le sait, a duré en Algérie de 1830 à 1962, en Tunisie de 1881 à 1955 et au Maroc de 1912 à 1956. Surtout lorsqu'on pense que celle-ci fut accompagnée par l'élimination partielle ou totale des cultures autochtones et particulièrement la plus dynamique d'entre elles: la langue arabe écrite et sa civilisation prestigieuse (supra, I.1).

Automne 1996

En Tunisie pourtant, grâce au fameux collège Sadiki, on a su trouver un moyen terme à cette situation. C'est dans ce collège que s'est déroulée l'expérience la plus prodigieuse d'un bilinguisme arabo-français assumé, où la culture orientale ne le cédait en rien à la culture occidentale, et inversement. Même d'élite, cet équilibrisme aurait pu servir d'exemple, non seulement à tout le Maghreb, mais aussi à l'Europe et en particulier à la France. Quant au *Maroc*, en tant que Protectorat, il avait conservé toutes ses traditions et toutes ses écoles originelles. Mais, dans ce pays, on a également introduit un enseignement parallèle de type français qui s'est quelque peu généralisé au fur et à mesure sans que l'arabe en soit entièrement absent. Celui-ci est resté langue seconde, après le français, langue principale de toutes les disciplines enseignées et langue officielle des administrations publiques.

C'est surtout en *Algérie* que la déstructuration culturelle a été la plus féroce et l'impact dévastateur. Les écoles autochtones furent éliminées et l'arabe banni, non seulement de la vie officielle, mais aussi de l'éducation où il n'avait plus qu'un statut de langue étrangère. Une dépersonnalisation aussi profonde, ajoutée à la durée coloniale la plus longue et à son statut le plus répressif du Maghreb, pourrait aussi expliquer, tout au moins partiellement, les déboires actuelles. Il ne faut donc pas s'étonner du caractère conflictuel que prend en Algérie tout projet d'arabisation quel qu'il soit, alors que celui-ci n'est ni meilleur ni pire, ni plus ni moins avancé que ceux du Maroc et de la Tunisie.

En effet, l'étude comparative des politiques d'arabisation au Maghreb révèle la similitude des principes fondateurs et des objectifs à atteindre. Ce qui change, et sans doute fait problème, c'est aussi cette réponse officielle commune — en faveur d'une arabisation quasi-identique dans son processus — à des situations différentes eu égard à l'histoire coloniale et culturelle différenciée de chacun des trois pays considérés. Ils entendent tous ainsi, souvent en un temps record difficilement adaptable à toute situation, rendre à la langue arabe sa légitimité de langue principale officielle, non seulement dans les administrations et dans les entreprises, mais aussi et surtout dans l'éducation plus particulièrement.

2. L'enjeu éducatif apparaît dès lors déterminant dans la mesure où il cristallisera, à lui seul, tous les espoirs, mais aussi toutes les déceptions. Des dispositifs assez comparables peuvent y être observés dans les trois pays maghrébins — Maroc, Algérie, Tunisie — aussi bien dans leurs structures que dans leurs méthodes et leurs contenus. Pour ce qui est des *structures*, il peut paraître paradoxal, après les indépendances, qu'aucun des pays concernés n'a redonné vie à sonsystème originel d'enseignement arabo-islamique ayant existé avant la colonisation et mis en veilleuse sous l'empire colonial. En revanche, il est instructif de relever que, pour des raisons d'efficacité, ces pays ont tous opté officiellement en faveur du système français hérité de la colonisation, mieux structuré avec ses écoles primaires, ses collèges, ses lycées, ses universités. Sauf que l'Algérie "socialiste", alors sous l'influence des pays de l'Est, a procédé à un regroupement des écoles et collèges pour en faire un *Cycle fondamental* de 9 ans dont la scolarité devait être obligatoire. Elle a été suivie en cela peu après, sous l'influence de la Banque mondiale et de l'UNESCO, par le

Maroc, la Tunisie et même... la France. Le Maghreb ayant ainsi choisi librement des structures pédagogiques francisées a donc décidé d'en arabiser progressivement la langue, selon *deux méthodes*: horizontale et verticale. Horizontalement, il s'agit de faire de la langue arabe, à terme, le seul instrument de transmission du savoir à toutes les étapes de l'éducation. Mais, une telle ambition n'a été réalisée jusqu'ici qu'au niveau de l'Ecole Fondamentale, avec cependant un enseignement obligatoire du français qui commence, selon les pays, dès la troisième ou quatrième année élémentaire. Verticalement, il s'agit d'arabiser d'abord toutes les sciences humaines considérées plus faciles, depuis la base élémentaire jusqu'au sommet universitaire. C'est ce qui semble avoir relativement réussi dans sa forme tout en abandonnant, partiellement ou entièrement, l'enseignement des sciences exactes à la langue française: soit à partir des lycées comme en Tunisie, soit dans les universités, comme au Maroc et en Algérie.

Enfin, l'arabisation des *contenus* de l'éducation touche surtout la philosophie, la littérature, l'histoire et l'éducation islamique. Mais, c'est la philosophie qui semble la moins bien dotée puisqu'on s'est contenté souvent de traduire simplement ce qui existe déjà dans les programmes français. La littérature, en revanche, fait une place importante aux auteurs classiques arabes, musulmans ou chrétiens comme Khalil Jebrân, tout en y intégrant des philosophes prestigieux comme Averroès, les auteurs français étant étudiés dans le cadre de l'enseignement du français. Quant à l'histoire et l'éducation islamique, elles sont considérées par les uns comme insuffisantes et par d'autres comme idéologiquement "orientées". C'est ce qui anime les débats actuels sur les filières éducatives arabisées que d'aucuns accusent, à tort ou à raison, notamment en Algérie, d'être les pépinières de l'islamisme politique, bien que celui-ci ne soit pas toujours l'allié de l'arabisme avec lequel il a souvent maille à partir (supra, I.2). Mais, on peut se demander aussi pourquoi certains cadres de ce même islamisme se recrutent également, dans tout le Maghreb, parmi des scientifiques qui ont suivi au niveau universitaire, par la force des choses, un enseignement francophone non encore arabisé (infra, III.4).

3. D'où les implications politiques et sociales que la pédagogie à elle seule ne saurait ni expliquer ni résoudre. Pour s'en rendre compte, on ne pourrait faire l'économie de l'analyse des rendements internes des systèmes éducatifs maghrébins et leurs effets sur les stratifications sociales et politiques. *Les rendements internes* des systèmes éducatifs, d'une manière générale, n'ont plus de secret pour les spécialistes. On sait maintenant les mesurer sans pour autant trouver le remède miracle aux carences qui s'en dégagent. Y compris dans les pays industrialisés comme la France par exemple qui, pour une cohorte scolaire, ne compte pas moins de 20% d'élèves voués potentiellement ou effectivement à l'illettrisme alors qu'elle n'entretient qu'une seule langue principale: le français. Il ne faut donc pas s'étonner si le Maghreb — qui entretient deux grandes langues de civilisation écrite: l'arabe et le français — en compte plus à cause aussi des moyens pédagogiques, matériels et humains qui apparaissent nécessairement inférieures. Les déperditions scolaires y

sont donc plus nombreuses: sur 100 élèves entrés en même temps à l'école, 25 à 30% seulement sont susceptibles de dépasser le stade du Cycle fondamental et 2 à 3% uniquement arriver à l'université, sans oublier les redoublements qui multiplient souvent par deux le coût de l'année-élève. Dans ces conditions, les effets négatifs sur *les stratifications sociales et politiques* ne peuvent que s'accroître. On assiste ainsi à un processus de différenciation allant du sommet à la base, en passant par de multiples paliers intermédiaires. Au sommet, on trouve souvent une minorité francophone conquérante à cause de leurs antécédents universitaires, scientifiques ou technologiques, administratifs ou techniques, toujours enseignés dans la langue de Voltaire. Elle est renforcée par l'apport redoutable de la jeune bourgeoisie lauréate des établissements français implantés au Maghreb et par celui, non moins redoutable, d'anciens étudiants maghrébins en France qui forment, dans ce pays, le tiers des étudiants étrangers. Dans les paliers intermédiaires essaient de percer des arabophones de haut niveau ayant suivi des filières arabisées ou ayant une formation bilingue arabo-française à dominante arabe, ou enfin des scientifiques francophones d'origine populaire bloqués par le système politique. C'est dans ces paliers que semblent se recruter les cadres de l'islamisme d'une manière générale, sans pour autant qu'ils soient nécessairement prédisposés à la violence, comme on le laisse entendre. Enfin, à la base, on trouve tous les laissés-pour-compte du système éducatif, qui ne comptent pas moins de 60 à 70% de la pyramide ainsi décrite. Parmi eux, un sur deux est potentiellement ou réellement voué au chômage et parfois à la violence, compte tenu d'un éventail de frustrations culturelles et sociales difficiles à supporter. Ces "rejetés" du système pédagogique ne semblent avoir retenu de leur scolarité qu'un *sabir* francarabe qui en dit long sur une politique éducative et linguistique ambitieuse, non relayée efficacement par un environnement social approprié.

En définitive, ce n'est pas l'arabisation en soi qui serait essentiellement responsable d'un tel désastre. C'est aussi et surtout une francophonisation accélérée, subie et non assumée dans un environnement de pénurie et de carence. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que jamais le Maghreb n'a été, paradoxalement, autant francophonisé que depuis son indépendance. Dans un système éducatif dit arabisé ou en voie de l'être, le français est resté parallèlement obligatoire depuis l'école élémentaire jusqu'à l'université. Il a eu pour alliée objective et subjective une généralisation scolaire en français beaucoup plus rapide que son arabisation, par manque initial de cadres arabophones, notamment en Algérie (infra).

III - Une "exception algérienne"?

Depuis sa colonisation en 1830, l'Algérie semble en effet former une "exception", non seulement à l'égard du continent africain auquel elle appartient par la géographie. Mais aussi vis-à-vis du monde arabo-musulman en général et maghrébin en particulier auxquels elle appartient

par son histoire politique et culturelle. Pour un tel "privilège" si l'on peut dire, elle a payé le prix le plus fort au moment de sa décolonisation et le paye encore actuellement pour affirmer son identité propre, tout en rappelant, consciemment ou non, son appartenance géopolitique au fragile équilibre méditerranéen, à l'instar des autres pays du Maghreb. Si l'on prenait comme point de repère sa politique *d'arabisation* dans ses rapports avec *l'islam* et *la francophonie*, on serait conduit, en conséquence des développements précédents, à formuler au moins quatre interrogations: En quoi l'Algérie serait-elle différente de ses deux pays frères, la Tunisie et le Maroc? Qu'en est-il de son système éducatif propre? Et de ses dérives francophones supposées ou effectives? Enfin, la crise de l'arabisation est-elle pourvoyeuse de l'islamisme politique?

1. Ce qui différencie l'Algérie de la Tunisie et du Maroc n'est pas sa politique d'arabisation, contrairement à certaines croyances. Comme ces deux pays frères, elle a mis en œuvre, dès son indépendance en 1962, un programme d'arabisation progressive qui n'a rien de particulier. Comme eux, ce programme était inscrit dans tous les projets des mouvements nationalistes. Comme eux également, elle a essayé au fur et à mesure d'arabiser ou de réarabiser son environnement sémiotique, sa fonction publique, son éducation. Comme eux, enfin, la réalisation de *l'arabisation* scolaire s'est étalée sur plus de vingt ans, souvent précédée par une *généralisation* accélérée de l'enseignement qui, faute d'enseignants arabophones, s'est longtemps accomplie en langue française, grâce à une coopération massive de l'ancienne puissance coloniale (infra, III.4). Le français au demeurant, comme en Tunisie et au Maroc, est encore obligatoire dès le cycle fondamental élémentaire. En outre, il s'impose toujours, dans tout le Maghreb, pour les matières scientifiques et technologiques, notamment à l'université. Il reste, enfin, omniprésent dans les administrations publiques, les entreprises privées et le marché du travail. C'est ce qui entraîne inéluctablement une *francophonisation continue* des sociétés maghrébines qui semblent ainsi récolter, paradoxalement, une langue française, même sans le bon usage, après avoir semé la graine mythique d'une arabisation à terme. D'autant que le taux de scolarisation, dans un enseignement d'abord en français avant de l'être partiellement en arabe, est passé en si peu d'années depuis les indépendances, de 10 ou 12% à 70 ou 80% en moyenne, selon les pays. La population ayant doublé, voire triplé en même temps, ce qui a accentué davantage l'étendue de cette francophonisation anarchique, estropiée culturellement sauf pour une élite minoritaire.

Pourtant la Tunisie et le Maroc paraissent contrebalancer ces effets pervers, grâce à leur stock culturel arabe héréditaire, resté en veilleuse sous le régime du Protectorat français et relativement intact (supra, II.1). Ces deux pays ont pu ainsi préparer toute une frange *d'intermédiaires bilingues* si nécessaires comme trait d'union entre les deux extrêmes (mono)francophones et (mono)arabophones. L'Algérie, comme nous l'avons vu à travers son histoire coloniale peu reluisante, n'a pas eu cette chance. Son malheur actuel provient, tout au moins en partie, d'une grave fracture culturelle entre son élite francophone minoritaire détachée de

son milieu, et une majorité arabophone ou "francarabisée", sans frange de *médiateurs bilingues* suffisamment large, comme en Tunisie et au Maroc, pour amortir les chocs de civilisation. Surtout lorsque ceux-ci se ramènent parfois à des chocs d'intérêt entre une culture francophone de bien-être social et une culture de misère arabo-berbère. D'où sans doute la violence des revendications économiques bariolées de rouge, même lorsqu'elles s'entourent, de manière fallacieuse, des couleurs vertes de l'islam. D'autant que, politiquement, la *nomenklatura* militaro-francophone semble avoir, aux yeux de la jeunesse déshéritée qui forme plus de la moitié de la population, banni le mot espoir de son vocabulaire et de son projet de société.

Mais, ce qui *différencie davantage l'Algérie du Maroc et de la Tunisie*, c'est aussi, outre son legs culturel arabo-berbère non encore assumé, la pesanteur sociologique de son héritage culturel colonial dont la violence, la portée et l'étendue se sont inscrites dans une longue durée, sans s'estomper pour autant avec l'indépendance: "*Le français, langue imposée au peuple algérien dans la violence*, écrit une universitaire algérienne bilingue, *a constitué un des éléments fondamentaux utilisés par la France dans sa politique de dépersonnalisation et d'acculturation menée à l'égard de l'Algérie*" (...) malgré "*la sélection brutale opérée à l'entrée de l'École. Celle-ci, en ouvrant ses portes aux enfants des couches de la petite et grande bourgeoisie, a favorisé l'émergence d'une élite francisée et parfois francophile qui formera l'ossature du jeune Etat après l'Indépendance*"³.

2. C'est sans doute pourquoi au niveau éducatif, les premiers nationalistes algériens ne paraissent pas avoir lésiné sur les moyens pour introduire le correctif nécessaire à cet état de "francisation larvée", en essayant de promouvoir, comme en Tunisie et au Maroc, leur projet d'arabisation. Ils pensaient pouvoir ainsi l'imposer également à leurs cadres francophones hérités de la colonisation, comme nous venons de le rappeler. Mais avant d'atteindre leur objectif culturel, ces "combattants de l'indépendance" se sont vu confisquer peu à peu le pouvoir par une *nomenklatura* politico-militaire dont une partie provenait de l'armée française. En outre, l'élite francophone aux commandes semble avoir investi, à travers sa progéniture, toutes les filières éducatives, scientifiques ou techniques, d'administration politique ou de gestion économique restés à l'abri de l'arabisation jusqu'aujourd'hui. Dès lors, il n'était plus facile d'arrêter la roue de la reproduction d'une telle élite, de plus en plus renforcée par l'apport redoutable des lauréats des établissements éducatifs français implantés alors en Algérie, ou de jeunes bourgeois, non moins redoutables, ayant entièrement effectué leurs études en France.

Mais cet élitisme débridé, bariolé de l'hybride devait avoir pour contrepartie de graves et dangereuses conséquences, non seulement pédagogiques, mais aussi sociales et politiques. *Pédagogiquement*, le système éducatif censé conduire à une arabisation progressive se met à produire une pyramide inattendue selon un processus de différenciation dont nous avons rappelé le mécanisme: au sommet l'élite francophone; au milieu une élite arabophone désemparée et des cadres bilingues ou scientifiques d'origines populaire; enfin tous les rejetés du système, c'est-

à-dire la majorité dite "arabisée", en réalité "francarabisée", ne maîtrisant ni l'une ni l'autre langue si ce n'est dans un *sabir* plus ou moins créolisé. *Socialement*, on retombe ainsi dans les mêmes frustrations économiques et existentielles qu'auparavant au point que la dignité elle-même s'en trouve bafouée et foulée aux pieds, ce qui est *politiquement* explosif, avec ou sans l'islamisme, comme il l'était autrefois avec ou sans le marxisme (supra, II.3.).

On comprend dès lors, dans de telles conditions, que les protagonistes algériens se tournent souvent vers le champ culturel pour jeter la responsabilité, tour à tour ou simultanément, à tort ou à raison, tantôt sur les dérives d'une francophonisation accélérée, tantôt sur celles d'une arabisation avortée (infra, III.4.).

3. En ce qui concerne la francophonisation accélérée de la société algérienne, depuis l'indépendance, elle est perceptible tout d'abord à l'œil nu. Mais, c'est une enquête exhaustive du Haut conseil de la francophonie à Paris, qui en révèle l'ampleur en 1993. Sur une population algérienne, alors de 24 900 400 personnes, 7 470 000 (30%) sont considérés comme "francophones réels", avec un nombre équivalent (30%) de "francophones occasionnels". En revanche le Maroc, dont la population est à peu près égale, ne compte, à la même époque, que 4 610 000 (18%) de "francophones réels" et 6 400 000 "occasionnels". En outre, l'Algérie, qui avait à peine 700 000 élèves inscrits dans le primaire à la veille de l'indépendance en 1961, aligne actuellement quelque 7 millions d'élèves en tout, soit dix fois plus, dans un système éducatif, toujours à moitié francophone, malgré la politique d'arabisation (supra, II.2-3.). Le Maroc, avec sa population qui frise aujourd'hui les 30 millions d'habitants, ne compte que 5 millions d'élèves et la Tunisie 3 pour une population de 9 millions. L'Algérie — qui pourtant ne fait partie officiellement d'aucun organisme francophone, contrairement à ses deux pays frères — se classe ainsi au troisième rang des "pays de plus de 100 000 apprenants de français" après le Québec (deuxième rang) et avant le Maroc (quatrième rang), la Belgique (huitième rang) et la Tunisie (onzième rang)⁴. A cela s'ajoute une pratique quotidienne audiovisuelle, grâce aux transmissions satellitaires et antennes "paradiaboliques" comme disent les islamistes d'Alger. Mais un tel capital culturel aurait pu constituer une richesse inestimable s'il n'avait, pour conséquence, des effets pervers dont une "concurrence déloyale" vis-à-vis de la langue arabe et sa marginalisation dans les processus d'ascension politique et sociale. Cette ascension, nous l'avons vu, ne semble profiter qu'à une minorité francophone de très haut niveau, tout en rejetant la majorité de la population dans un *sabir* "francarabe" difficile à faire valoir sur le marché linguistique, et encore moins sur le marché économique.

Cependant, c'est le FLN, alors au pouvoir et non les islamistes comme on le dit, qui, après plusieurs rapports internes, avait entrepris, sans y parvenir, d'inverser cette tendance. Il avait essayé ainsi de contrer l'extension abusive de la langue française sur deux terrains, en décidant: l'interdiction aux jeunes algériens de fréquenter des établissements scolaires français en Algérie qui ignoraient l'arabe, d'une part, et le

renforcement des lois sur l'arabisation dans les établissements nationaux, d'autre part. *L'interdiction des établissements scolaires français aux jeunes Algériens* fut effective à partir de juillet 1988, ce qui n'a pas empêché les émeutes sanglantes de la jeunesse en octobre 1988. Celles-ci devaient propulser le FIS (Front Islamique du Salut) au seuil d'un pouvoir jamais atteint, à l'issue des élections législatives du 26 décembre 1991 qu'il avait remportées. La suite on la connaît, depuis la destitution du président Chadli par la junte militaire, le 11 janvier 1992 jusqu'à l'élection du général Zeroual et son investiture le 27 novembre 1995: période émaillée de répression étatique, de violence et contre-violence, de déception et désespoir. Elle a englouti l'aile politique des islamistes au bénéfice, bien tragique, de groupes armés disparates dont certains se réclament, à tort, d'un islam qu'ils ignorent et d'un peuple qui les rejette.

Néanmoins, bien avant cette tragédie, une loi sur *l'arabisation dans les établissements nationaux* fut promulguée le 16 janvier 1991 et publiée au Journal officiel de la République algérienne du même jour. Jamais appliquée à cause de la situation dramatique qui prévaut dans ce pays, elle révèle également le décalage existant entre une législation et sa difficile mise en œuvre dans un contexte socio-linguistique complexe. Cependant, par un curieux hasard de circonstances, la France aura également sa loi linguistique dite "Loi Toubon" du 4 août 1994, publiée au Journal officiel de la République française du 5 août 1994. Toute proportion gardée, les deux textes paraissent avoir quelques traits caractéristiques communs dans la mesure où ils essaient tous deux de confirmer la suprématie de la langue nationale officielle au niveau de l'enseignement, des manifestations scientifiques, de l'audiovisuel, des administrations publiques, etc. La seule différence, déjà grande, réside dans le fait que la loi française essaie de "protéger" le français de l'anglais, tandis que la loi algérienne essaie de le faire en faveur de l'arabe à l'égard... du français.

Mais, contrairement à une idée répandue, *la loi algérienne sur l'arabisation*, ne semble pas d'inspiration islamiste. Affirmée à la charte de Tripoli dès le 7 juin 1962 à la veille de l'indépendance, l'arabisation a été mise en œuvre dans les écoles en 1965 et réaffirmée en 1980 par le Comité central du FLN et la création du "Haut commissariat de la langue nationale" pour aboutir, après plusieurs rapports, études et détours, à la loi radicale du 11 janvier 1991, jamais appliquée comme nous venons de le voir. Il en est de même d'ailleurs pour le projet d'un *enseignement de l'anglais*, attribué également aux pressions des islamistes. Or, c'est d'abord — sans écarter l'enseignement du français — une demande quasi unanime de la part des universitaires et chercheurs dans tout le Maghreb, souvent bafoués par la tournure anglophone que prennent, à leurs dépens, les grands colloques internationaux et la documentation scientifique au niveau mondial (déjà anglicisée à 90% sur Internet). Quoi qu'il en soit, la loi algérienne sur l'arabisation est sans doute un mort-né qui aura la vie longue. Car elle soulève un débat de société qui la dépasse et pose un problème crucial d'aménagement linguistique dans tout le Maghreb, y compris pour *la langue et la culture berbères*. Celles-ci, à elles seules, méritent de substantiels développements que nous avons essayé de faire dans d'autres études, parues ou à paraître. Mais de là à charger

l'arabisation, comme d'ailleurs la francophonisation, de tous les pêchés du monde, il n'y a qu'un pas que d'aucuns n'ont pas hésité de franchir ⁵.

4. Enfin, pour ce qui est de la politique d'arabisation en effet, ses détracteurs lui prêtent — outre le sortilège d'être pourvoyeuse de l'islamisme politique — un certain nombre de conséquences négatives dont aucune ne paraît se vérifier en totalité: que ce soit la baisse du niveau ou le dévoiement du contenu, la désinvolture de certains enseignants ou le processus de transmission des connaissances.

S'agit-il de *la baisse du niveau éducatif*? — C'est là un domaine que seules les études comparées peuvent démêler. Or, si l'on se réfère aux annuaires de l'UNESCO sur les déperditions scolaires, l'Algérie reste malgré tout en bonne position eu égard à d'autres pays socialement comparables, au demeurant non arabes ni maghrébins et n'ayant donc pas de problème d'arabisation susceptible de les "handicaper". Même des pays d'Europe, comme la France, connaissent une telle baisse de niveau s'il en est, notamment dans les banlieues urbaines avec leurs 20% d'illettrés potentiels ou effectifs, malgré la perfusion permanente dont elles bénéficient, grâce au soutien éducatif des ZEP (Zones d'éducation prioritaires), aux transferts sociaux et à l'aide de toute sorte due à l'un des systèmes de sécurité sociale les plus évolués de notre temps: au point que si le Prophète Mohammed lui-même venait à ressusciter, il aurait été sans doute tenté d'organiser la *zakate*, ce principal pilier de solidarité islamique, sur le modèle français de protection collective qui, pourtant, ne met pas à l'abri des déperditions scolaires et des exclusions et violences qui en découlent. En outre, les jeunes européens, contrairement aux jeunes maghrébins, n'abordent pas de front, dès leur tendre enfance, deux grandes langues de civilisation écrite diamétralement opposées. Que deviendraient donc les jeunes Français, même dans le XVI^{ème} arrondissement de Paris, eux qui ont tous les moyens d'une pédagogie sophistiquée, si on les mettait à une telle épreuve? (français + arabe ou français + chinois et non français + espagnol, allemand ou anglais).

Une deuxième critique faite à la politique d'arabisation en Algérie porte sur son *contenu historique et culturel*. Quelques études sérieuses en ont été faites, certes ⁶. Mais elles concluent rapidement à un déphasage entre la "réalité algérienne" et l'histoire "orientale" ou "islamique" enseignée. Or, les ouvrages consultés, très limités, ne permettent aucune conclusion exhaustive. Pour ce faire, il aurait fallu analyser tous les programmes officiels et tous les ouvrages mis à la disposition des écoles par l'Etat lui-même, depuis le cycle fondamental jusqu'à l'université. D'autant que, à l'instar de la Tunisie et du Maroc, ces ouvrages paraissent diversifiés, relativement ouverts sur le monde et assez formateurs, exceptées certaines limitations politiques fort regrettables. Surtout que de nombreuses références semblent parfois beaucoup plus tournées vers le tiers-monde, le "socialisme" et Fidel Castro que vers le monde arabe, l'islam et le Prophète Mohammed ⁷.

En outre, dans une excellente thèse d'Etat consacrée à l'étude comparative des manuels scolaires de philosophie dans le monde arabe, on relève par exemple pour l'Algérie que Bergson est cité 34 fois,

Descartes 19 fois et Aristote 18 fois, mais Al-Ghazali 7 fois seulement ⁸. Il est à retenir cependant que les détracteurs de l'arabisation en Algérie incriminent aussi certains enseignants, en particulier les *coopérants orientaux* qu'ils traitent d'incompétents et d'idéologues, supposés ou effectifs, d'un islamisme ayant influencé les jeunes algériens. Il est vrai qu'une partie de ces collègues n'étaient pas des plus brillants. Mais, comment un enseignant incompétent pouvait-il avoir l'ascendant nécessaire pour influencer qui que ce soit? Surtout que ces "coopérants orientaux" ne formaient — avec les coopérateurs de l'Est — qu'une minorité relativement restreinte, par rapport aux coopérateurs français qui, en 1962 déjà, au lendemain de l'indépendance, ne comptaient pas moins de 40 000 personnes dans tout le Maghreb, soit la majorité écrasante ⁹.

Enfin, une dernière critique adressée à la politique d'arabisation en Algérie a trait à la *transmission des connaissances*, qui aurait, elle aussi, "contaminé" les jeunes algériens et les aurait ainsi rendus plus perméables aux idées islamiques, voire islamistes. Mais, on oublie souvent de prendre en compte un certain nombre de considérations qui conduisent souvent à des erreurs d'appréciation. La première provient d'une confusion, voulue ou non, entre "islamisme" et "arabisme", concepts que des détracteurs partisans ne distinguent pas. Or, on sait que les deux idéologies sont antagonistes, tout comme l'une et l'autre n'ont rien à voir avec "islamité" et "arabité" qui, en revanche, peuvent être complémentaires et viser surtout un idéal culturel et civilisationnel (supra, I.1-2-3). La même confusion d'ailleurs conduit à un "islamisme alibi", soit de la part de ceux qui l'utilisent pour mobiliser les masses au nom d'un islam qui n'est pas de mise, soit de la part de ceux qui le combattent pour mieux asseoir leur répression, non seulement en Algérie, mais aussi dans d'autres États arabes qui ne brillent guère par leur démocratie.

La deuxième considération, qui découle de la première, est celle qui limite la "contamination" islamiste aux seuls arabophones littéraires. Or on a vu déjà qu'un nombre important de francophones scientifiques sont partie prenante. Il en est de même d'ailleurs des Algériens berbérophones qui ont investi tous les échelons de l'islamisme depuis les sommets politiques jusqu'aux bases contestataires. Cette situation n'est pas propre à l'Algérie. Elle est aussi et surtout perceptible au Maroc où le leader islamiste Yassine, ancien inspecteur de l'enseignement du français, rappelle, dans une Lettre critique au Roi en 1974, ses origines de "*fils de paysan berbère (...) élevé dans la rareté et la pauvreté matérielle*" ¹⁰.

La troisième et dernière considération est que l'Algérie est musulmane depuis quatorze siècles, que, pendant toute la colonisation, l'islam était, comme en Bosnie, sa seule nationalité dans son esprit et dans les statistiques coloniales, que c'est au nom de "valeurs islamiques" qu'elle avait déclenché sa révolution "socialiste" et anti-coloniale et qu'une population à 90% d'analphabètes à l'époque n'avait pas besoin d'école pour transmettre un message islamique, voire islamiste. On peut se demander, en l'occurrence, pourquoi un tel phénomène ne serait pas de nature, qu'on le veuille ou non, à se répéter aujourd'hui sous certaines conditions socio-historiques, sans avoir à passer par l'école? S'il devait en être autrement, il serait presque impossible de croire que la transmission

pédagogique et le processus cognitif qui en découle soient facilement contrôlables. Les pédagogues chevronnés savent bien qu'on peut probablement contrôler ce qu'on sème, mais on ne sait jamais ce qu'on va récolter. Autrement, comment peut-on expliquer le fait qu'on a longtemps enseigné "nos ancêtres les Gaulois", sous la colonisation, pour récolter, après plus d'un siècle, une revendication nationaliste des plus radicales, naturellement opposée au "message" pédagogique initial. Tout comme le FLN pense avoir semé l'arabisation sur toute l'étendue de l'Algérie indépendante, pour récolter, paradoxalement, une francophonisation aussi "francarabisée" dans son expression langagière et aussi vaste dans son emprise populaire que sélective dans son élitisme dominateur.

IV - Quelle interface?

Dans cette crise généralisée qui frappe l'Algérie, peut-on diagnostiquer les symptômes sans se préoccuper des causes? Soigner les effets d'une pathologie sans s'attaquer à ses origines? En d'autres termes, est-il possible de pouvoir revenir à la sérénité sans s'inquiéter de la corruption endémique qui s'empare de toute société, acculée à "gérer" la pénurie tout en entretenant l'exclusion politique et sociale et les inégalités les plus criardes? C'est dire que, face à une telle multiplicité de causes et leur complexité, la réponse que nous avons essayé de donner à la question "Algérie-France-Islam" ne peut être que partielle bien qu'elle touche un terrain névralgique à savoir: l'éducation dans ses versants cruciaux, linguistiques et culturels. En proposant ainsi comme interface "Islam, arabisation et francophonie", on pourrait tout au moins soulever une partie du voile sur un aspect de cette "exception algérienne", non seulement vis-à-vis de l'islam et du Maghreb, mais aussi par rapport à la France.

A cet égard, ce serait une lapalissade de rappeler que les relations franco-algériennes ne sont pas toujours des plus harmonieuses, que ce soit au niveau gouvernemental ou au niveau islamiste. Mais croire qu'on pourrait, faute de mieux, les améliorer à terme en favorisant, entre autres, une francophonisation inconsidérée de la société algérienne serait un leurre. La France risquerait ainsi, en étant amenée, légitimement peut-être, à protéger "ses" Francophones, même en temps de paix, de se laisser piéger dans un bourbier linguistique et culturel difficile à appréhender, dans la mesure où il ne sera pas seulement arabo-français, mais aussi anglais, allemand ou berbère en particulier... "*La francophonie de l'Algérie passe d'abord par sa réarabisation*" disait, sans paradoxe, le regretté Jacques Berque. L'islam, nous l'avons vu, appelle à la pluralité linguistique et culturelle, à condition toutefois que le français, en l'occurrence, ne soit pas une langue de substitution identitaire mais un idiome de soutien langagier: un plus et non une alternative.

Dans les autres pays du Maghreb, le Maroc et la Tunisie, qui d'ailleurs

ne sont pas à l'abri de problèmes aussi graves que ceux de l'Algérie, n'en limitent pas moins l'acuité, grâce à l'équilibre qu'ils maintiennent encore entre leur grande culture arabo-islamique et l'apport nécessaire de la culture franco-occidentale. Derrière chaque intellectuel francophone en Tunisie et au Maroc, il y a souvent un arabophone qui ne s'ignore pas, voire un arabologue et islamologue capable par son pluralisme culturel, de réduire intellectuellement à néant les prétentions islamistes, canaliser en outre les dérives (mono)francophones et limiter ainsi les zones de fracture. On peut même penser que plus la frange de *médiateurs* bi ou plurilingues, bi ou pluriculturels est large plus les tensions s'atténuent, dans la mesure où cette "médiation" indispensable n'est pas contrecarrée par les exclusions politiques et sociales.

Une telle donne apparaît d'ailleurs comme une permanence socio-historique, non seulement au Maghreb, mais aussi en Méditerranée. Elle pourrait encore s'affirmer aujourd'hui, même en Algérie sous réserve d'une réciprocité linguistique et culturelle bien comprise entre les deux rives que des échanges humains et migratoires si denses rapprochent plus qu'ils n'éloignent. Elle serait enfin une pierre angulaire dans les perspectives euro-méditerranéennes, à condition toutefois que les langues et cultures exogènes, partie intégrante de l'enjeu, ne soient pas des fossoyeurs désolants pour les langues et cultures endogènes, mais des adjuvants féconds qui n'engloutiraient pas les bases identitaires créatrices, ni leurs fondements matériels, intellectuels et éthiques.

Ahmed Moatassime, CNRS/IEDES (Université Paris I).

NOTES:

¹ Jacques Berque:

Confluences

-
- *Le Coran*, Essai de traduction de l'arabe, annoté et suivi d'une étude exégétique, Paris, Editions Sindbad, 1990, 840 pages.
- *Le Coran*, Essai de traduction, Edition revue et corrigée, Paris, Albin Michel, 1995, 844 pages.
- *Relire le Coran*, Paris, Albin Michel, 1993, 140 pages.
- ² Ahmed Moatassime:
- "Islam et développement politique", in *Revue Tiers-Monde*, n° 92/oct.-déc. 1982, pp.796-817.
- "Langue française et pluralité culturelle au Maghreb", in *Französisch Heute*, Frankfurt, 1984, 212 pages.
- "Pluralisme culturel et éducation au Maghreb", in revue *Perspectives de l'UNESCO*, n° 2/1992, pp. 199-211.
- ³ Khaoula Taleb-Ibrahimi, "Algérie: l'arabisation lieu de conflits multiples", in revue *Maghreb-Machrek*, n° 150/oct.-déc. 1995, p.59
- Khaoula Taleb-Ibrahimi est l'auteur d'une grande thèse de doctorat d'Etat en lettres et sciences humaines sur "Apprentissage de la langue arabe par les adultes" soutenue en octobre 1991 à l'Université Stendhal de Grenoble.
- ⁴ Cf. *Etat de la francophonie dans le monde*, Paris, Documentation Française, 1993, p.435 et 1994, pp. 87 et sq.
- ⁵ Pour plus de développements, voir Ahmed Moatassime, *Arabisation et langue française au Maghreb*, Paris, PUF, 1992, 178 pages.
- ⁶ Voir par exemple "Culture et système éducatif", in revue *Naqd*, n° 5/avril-août 1993 et *Comment on enseigne l'histoire en Algérie*, Université d'Oran, 1995 (Actes de colloque).
- ⁷ Consulter la collection complète d'ouvrages scolaires répertoriée au Centre culturel algérien de Paris.
- ⁸ Faouzi Ayoub, *Etude comparative des manuels de philosophie dans le monde arabe*, Thèse d'Etat, Sorbonne, 1992, pp. 414-434.
- ⁹ Selon une étude inédite de Francis Contie, des services français de la coopération culturelle, mars 1986. Consulter aussi Henri Aron, *Coopérants enseignants et limitation culturelle*, Paris, 1987, Thèse d'Etat, Sorbonne, 3vol., 891 pages.
- ¹⁰ Traduction partielle de l'arabe, citée en français in revue *Les Temps Modernes*, n° 500, mars 1988, p.88.